

# «Les abstentionnistes pourraient être décisifs»

**INTERVIEW** A un mois du scrutin sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», les sondages annoncent un résultat très indécis. Entretien avec la politologue Line Rennwald, pour qui la mobilisation des personnes habituellement peu politisées s'annonce décisive.

PAR LENA WÜRLER

Entre partisans et opposants à l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», le match sera serré. Les sondages oscillent entre victoire du oui et du non, le dernier en date évoquant même une égalité parfaite (47%-47%). L'institut gfs.bern, qui l'a réalisé, parle d'une situation «d'impasse». Chercheuse au Centre de compétences suisse en sciences sociales (Fors) de l'Université de Lausanne, Line Rennwald analyse l'évolution des comportements de vote en Suisse depuis plusieurs années. Le dernier volet de l'étude électorale suisse (Selects), menée à l'automne par Fors, incluait des questions sur la votation du 14 juin. Entretien.

**Line Rennwald, comment expliquez la volatilité des sondages sur cette initiative?**

Il est toujours difficile de prédire les résultats d'un scrutin: il faut tenir compte de la participation, de la position des gens, de leur propension à changer d'avis... Il y a énormément de variables. Dans le cas présent, un facteur supplémentaire intervient: la mobilisation probable des personnes habituellement peu politisées, dont le comportement est difficile à anticiper, car elles ont tendance à passer sous les radars des enquêtes et sondages.

**Pourquoi les abstentionnistes se rendraient-ils aux urnes cette fois?**

Les objets liés à l'immigration ont la capacité à surmobiliser ce groupe électoral; cela avait été le cas en 2014 pour l'initiative «Contre l'immigration de masse». On peut donc s'attendre à un effet similaire.



L'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» séduit au-delà des rangs de l'UDC. KEYSTONE/CHRISTIAN BEUTLER

**Connait-on leurs préférences?**

Selon notre étude, le oui semble majoritairement gagnant dans ce groupe: 54% des abstentionnistes disent vouloir voter oui, 26% non. Mais 20% sont indécis, donc l'incertitude demeure.

**Comment expliquer le succès des objets anti-immigration auprès de ce groupe?**

Globalement, le sujet de l'immigration est très porteur au sein de larges couches de la population, car il permet de désigner une cause unique à des problèmes très divers, comme le logement, le transport ou l'environnement.

**Le fait que les sondages soient serrés, cela montre-t-il que l'UDC convainc au-delà de ses rangs?**

Tout à fait. Cependant, il faut avoir en tête que la campagne de l'UDC a débuté en 2023, alors que celle des opposants vient juste de commencer. A l'heure actuelle, l'UDC a donc une grosse longueur d'avance

dans la présentation de ses arguments. Par exemple, les sympathisants du PLR sont encore très divisés (réd: 47% contre, 42% pour). Sachant que ce parti s'oppose officiellement à l'initiative, il a donc encore une certaine marge de progression pour convaincre dans ses propres rangs.

**Si on prend l'ensemble du corps électoral, quelles tendances observez-vous?**

Nous constatons que les positions sont déjà assez cristallines, puisque 10% seulement des personnes interrogées se disent indécises. Et qu'il existe un net clivage partisan: plus on va à gauche, plus l'opposition est forte, plus on va à droite, plus le soutien à l'initiative est fort.

**L'initiative s'appelle «pour la durabilité». Est-ce que cette dimension écologique réussit à convaincre?**

Il semblerait que non, puisque les gens qui se disent favorables à une politique environnementale forte rejettent majoritairement l'initiative et que les individus qui jugent la politique environnementale peu importante ont tendance à approuver le texte. Mon hypothèse, c'est qu'à travers l'argument de la durabilité, l'UDC mobilise des références à la Suisse traditionnelle et rurale, qui ont la capacité de séduire celles et ceux qui ressentent une malaise face aux transformations en cours du pays.

**D'après votre enquête, les personnes qui déclarent avoir de la peine à tourner avec leur revenu soutiennent l'initiative à 55%, contre 34% parmi les personnes qui disent bien vivre de leur revenu. Quelle leçon en tirer?**

Qu'il y a aussi une dimension matérialiste à cette initiative: certaines personnes la soutiennent parce qu'elles estiment que limiter l'immigration aura un impact indirect positif sur le porte-monnaie et leur situation économique.

certaines personnes la soutiennent parce qu'elles estiment que limiter l'immigration aura un impact indirect positif sur le porte-monnaie et leur situation économique.



**«Le texte fait référence à une Suisse traditionnelle et rurale, qui peut séduire celles et ceux qui ressentent une malaise face aux transformations du pays.»**

LINE RENNWALD  
CHERCHEUSE AU CENTRE DE  
COMPÉTENCES SUISSE EN SCIENCES  
SOCIALES DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Ce n'est pas nouveau: quand un objet concerne l'immigration, on observe souvent un fort impact du revenu et du niveau de formation sur le vote. Plus leur revenu et leur niveau de formation sont élevés, moins les gens soutiennent les politiques restrictives en matière d'immigration.

**Les classes populaires seront-elles décisives?**

Leur mobilisation pourra en effet peser, car elles comptent généralement davantage d'abstentionnistes. Mais les classes ouvrières ne sont pas homogènes: certaines sont aussi sensibles aux arguments des syndicats contre l'initiative, en particulier sur le risque de retour au système de contingents et au statut de saisonnier. Sachant que les classes populaires sont réputées plus mixtes du point de vue du parcours migratoire, cet argument a le potentiel de convaincre certains descendants d'Italiens ou d'Espagnols qui ont souffert des systèmes en vigueur avant la libre circulation des personnes.

**Que nous apprend le succès des objets anti-immigration soumis au vote sur la situation du pays?**

Au niveau macroéconomique, une forte immigration est plutôt positive: c'est le signe qu'un pays croît et présente une bonne santé économique. Mais lors d'un vote, ce n'est pas cela qui compte, ce sont les perceptions individuelles. L'enjeu, pour les partis, sera de réussir à imposer leur propre cadrage – positif ou négatif – sur la hausse démographique.

## L'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», vraiment durable?

C'est l'un des arguments principaux de l'UDC, à l'origine de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», soumise au vote le 14 juin: la limitation de l'immigration permettra de protéger l'environnement et une conservation durable des ressources naturelles. Mais ce lien de cause à effet est nuancé par les experts.

**Cause première: les inégalités de ressources**

Si l'augmentation de la population totale en Suisse entraîne bien une hausse de la consommation, les dégâts environnementaux ne sont toutefois pas liés à la démographie, mais à l'inégalité des ressources, commente Michel Oris, ancien professeur de démographie et d'histoire à l'Université de Genève. La différence se fait surtout dans les choix et les politiques de consommation. Dès que quelqu'un adopte un style

de vie suisse, les émissions augmentent forcément, ajoute Etienne Piguet, professeur de géographie des mobilités à l'Université de Neuchâtel.

Michel Oris voit en revanche un autre danger à la limitation de l'immigration: la perte d'attractivité de la Suisse dans un contexte de déclin démographique. Car la baisse de la natalité, combinée au vieillissement de la population, se répercutera forcément sur les services et les finances publiques. «Si nous voulons maintenir la Suisse abondante et riche qu'on connaît, je ne vois pas comment cela peut être possible sans immigration», déclare Michel Oris.

**«Pas une baguette magique»**

Etienne Piguet relativise toutefois: si on voulait compenser la baisse de natalité, l'immigration devrait être bien plus grande – au moins le quintuple – que ce

qu'elle n'est aujourd'hui. Et les personnes qui arrivent en Suisse devraient trouver du travail immédiatement afin de cotiser et donc participer au financement des prestations sociales. «Or, on sait très bien que ce n'est aujourd'hui pas le cas», explique-t-il. «L'immigration n'est pas non plus une baguette magique. Ses très nombreux impacts positifs doivent être pris en considération, mais il faut aussi pouvoir reconnaître qu'elle pose certains problèmes.» Pour le Neuchâtelois, une forte restriction du mouvement migratoire comme le souhaite l'UDC n'est pas la solution, tout comme ne l'est pas une large ouverture. «En l'occurrence, la politique migratoire suisse actuelle, même si elle n'est pas parfaite, démontre une certaine cohérence avec une entrouverture contrôlée et sélective», estime Etienne Piguet. CLARA SIDLER, ATS